

dès le 30 juillet à Morestel...

On a beaucoup parlé de ce qui s'est passé le 31 juillet à Creys-Malville ou plus exactement à Faverges... Mais on n'a rien dit sur la journée du samedi. Savoir ce qui s'est passé ce jour-là est important pour comprendre ce qui s'est passé le lendemain.

Donc, le samedi matin, le dispositif militant se mettait en place. Pour les quatre lieux de concentration prévus comme points de départ des cortèges vers le site (Montalieu, Poleyrieu, Courtenay et Morestel) les « locaux » organisaient la répartition des militants. Un effort particulier était fait pour Morestel : c'était là, en effet, que se tenait le meeting de la CFDT qui devait expliquer pourquoi tout en étant contre le surrégénérateur, elle n'appelait pas à la marche...

Il apparut vite que c'était à Morestel que tout se jouait. D'abord, le meeting CFDT rassemblait plusieurs centaines de militants venus participer en même temps à la marche. Il était, dès lors, impossible pour les envoyés de la confédération — des responsables de l'Union départementale... — venus justifier la décision confédérale, d'avoir la moindre influence sur les présents. Tour à tour des militants CFDT venaient expliquer pourquoi eux, participaient à la marche et des militants du Rhône et de l'Isère annonçaient la participation de nombreux secteurs de la CFDT régionale. Les forums prévus ne purent se tenir. On n'était pas venu pour discuter du pour et du contre à propos du nucléaire, on était venu pour dire non et le manifester en acte.

ceux qui ne marcheront pas...

Le matin du même jour, à Courtenay, le PS était venu dire, avec 150 militants, qu'il était contre le surrégénérateur de Creys-Malville, mais qu'il ne participait pas à la marche, à l'exception d'élus locaux du



PS. Face aux objections faites par les écologistes présents, les réponses furent particulièrement ambiguës

Ainsi pour la CFDT — qui s'est quand même — prononcée contre la filière des surrégénérateurs et pour un moratoire de trois ans sur le nucléaire industriel — et pour le PS — qui propose seulement d'arrêter Creys-Malville — on laissait à la piétaille extérieure le soin d'aller au front pour imposer ces orientations...

la confusion et le mystère

Ensuite, les regards se tournent vers les assemblées générales qui devaient avoir lieu, à l'initiative de la coordination des comités Malville, dans chacun des lieux de rassemblement. Le débat à l'AG de Morestel devant la mairie donnait une idée plus précise de l'ambiance. Après que le responsable de la coordination eût rappelé fermement la volonté de faire une démonstration de masse et pacifique vers le site, l'accueil d'une partie des présents montra que l'unanimité n'était pas réalisée sur cette question ; même si la coordination avait décidé qu'il en serait ainsi.

Alors commença un « débat » relativement confus où ceux qui, très minoritaires, mais très décidés, étaient venus avec la ferme intention d'en découdre avec les forces de l'ordre, voulurent contester la coordination. En réalité deux attitudes inconciliables se dessinaient : l'une qui voulait, malgré tout, s'en tenir à une démonstration massive, non violente, tout en orientant la manif vers le site, c'est-à-dire vers la zone interdite et le dispositif policier, et l'autre qui estimait que la présence policière étant par nature une provocation, il fallait y répondre par la force pour atteindre le site lui-même. Le débat, ou plutôt le double monologue, ne pouvait que se terminer sans conclusion. Plus exactement il serait tranché demain, sur le terrain.

Le contact fut établi avec des responsables de la coordination et du MAN où nous fîmes part de notre souhait d'une manifestation unique et de nos interrogations quant à la capacité des comités d'assurer un déroulement contrôlé de la « manif ». Les réponses ne furent guère rassurantes. La coordination estimait contrôler trois points de départ sur quatre, le quatrième étant, bien sûr, Morestel. Pour Morestel une solution était recherchée. D'autre part si la déci-

sion de converger vers le site était bien maintenue, étaient aussi prévus face à l'inévitable rencontre avec le barrage policier, des moyens pour faire en sorte que la marche, une fois arrivée, ne stagne pas (ce qui est la pire des situations) et qu'elle puisse avoir une capacité de mouvement pour éviter l'affrontement. Sur ces moyens on restait allusif et mystérieux.

La coordination semblait espérer, d'ici là, un contact avec les responsables de la police. Rendez-vous était pris à une heure du matin. A ce moment-là, on connaîtrait les décisions de la réunion des Comités Maville et, éventuellement, celles de la police... Une concertation et un échange d'informations avec des représentants de groupes d'extrême gauche (OCT, LCR, KB allemand en particulier) permit de faire un constat : il serait pratiquement impossible d'empêcher les groupes qui n'obéiraient pas à la coordination de déborder le cortège.

Il était alors convenu que les camarades de SO qui

ne se trouveraient pas dans les comités de protection se placeraient à proximité de la tête du cortège pour suppléer en cas de nécessité, aux déficiences possibles des comités de protection. Cette décision s'avéra opportune car la débandade du dimanche, devant les charges policières, aurait pu entraîner un bilan bien plus lourd.

C'est donc dans l'incertitude que, dimanche matin, se constitue, à Courtenay, le cortège. On sait la suite des événements : la valse hésitation des organisateurs, le cul-de-sac de Faverge, le piège policier, les affrontements, le repli, la mort de Vital Michalon, les pieds, les mains arrachées, les mutilations, la sauvagerie policière, les ratonnades, le procèsmascarade de Bourgoin. Un ami est mort. Notre amertume est grande, notre colère aussi. Interpellé par le risque, la violence, la peur, chacun est situé devant ses responsabilités. A chacun désormais de les prendre.

B. RAVENEL ■

témoignage de l'auto-organisation à l'auto-protection

Une manifestation de 50 000 personnes, une manifestation de masse ; et pourtant le bilan est très lourd : un mort, une centaine de blessés. Quelle responsabilité ? S'il est évident que les grands responsables sont le préfet Jannin et sa police, les organisateurs se doivent de faire le bilan d'une protection de milliers de manifestants pacifistes presque inexistante...

En effet dès samedi, il apparaissait que les quelques groupes décidés à être offensifs étaient rassemblés à Morestel. Le soir même, lors de la réunion des responsables des organisations soutenant la marche, le PSU et le représentant allemand s'inquiétaient des risques de débordement et demandaient un regroupement des services d'ordre d'organisation sous la direction de la coordination des comités Malville. Mais ce fut refusé. Chacun devait se « fonder » dans le service de protection des comités Malville. Or le dimanche à Morestel et plus tard à Courtenay ces services de protection n'existaient pas, il en a résulté que chacun se débrouillait comme il le pouvait où il était, sans consigne ni coordinateur du comité Malville.

l'isolement

Quand les affrontements ont éclaté, le service de protection du PSU et celui de l'OCT se sont retrouvés en tête, isolés. En tant que responsable du service de protection PSU, j'ai cherché un représentant des comités Malville. Impossible d'en trouver ! Chacun se débrouillait dans son coin, prenant une responsabilité sans pouvoir savoir ce que d'autres faisaient plus loin. J'ai dû prendre l'initiative d'aller voir les CRS. Mais bien qu'étant tête nue et mains en l'air, je n'ai reçu qu'un flot de grenades lacrymogènes. Aussi ai-je décidé de faire reculer la manifestation assez loin pour permettre un repli aux manifestants éparpillés et de se dégager du nuage de lacrymogène.

L'autodiscipline qui régnait a permis un recul rapide. Plus loin, un représentant des comités a pris la parole, appelant à un rassemblement 400 mètres en arrière dans un champ. Le PSU étant seul porteur de mégaphone, dut transmettre la consigne, notamment

chez ceux qui étaient les plus proches des flics. Mais étant membres du PSU, nous avons reçu des injures et avons été bousculés. Nous nous sommes donc repliés jusqu'au champ de rassemblement. De là, la manifestation a rejoint Poleyrieu dans une auto-organisation satisfaisante.

chacun est concerné...

Ainsi, nous avons remarqué qu'il existait une conscience et une autodiscipline chez les manifestants. Cela démontre qu'il était possible d'organiser des services de protection de masse. Il ne manquait plus qu'un représentant du comité Maville pour les consignes. Mais les organisateurs se sont laissés déborder. Ils n'ont pas pris assez au sérieux les menaces prévisibles. En conséquence, ils ont assumé la direction d'une manifestation sans prendre en charge la sécurité, laissant à chacun ses moyens. C'est une erreur lourde de conséquences, d'autant plus qu'il était possible d'y remédier. Nos militants étaient prêts à agir et apporter un appui, partout où cela aurait été nécessaire.

D'ailleurs, lors du rassemblement de soutien aux inculpés à Paris, les services de protection de l'OCT et du PSU ont très rapidement cloisonné les provocateurs qui s'en prenaient aux journalistes. A Bourgoin-Jallieu, les écologistes ont formé un service d'ordre conséquent.

Une fois de plus, on voit l'importance que peut avoir un service de protection, non pas musclé, mais important par son nombre et bien structuré, dans lequel les militants ont l'habitude d'agir ensemble. C'est pourquoi, chaque militant, chaque sympathisant, est concerné. Il relève de notre engagement d'imposer à chaque organisation appelant à manifester, la garantie de la mise en place d'un service de protection unitaire et de masse. Sa vocation n'est pas de jouer lui aussi à la répression, mais d'être au service de décisions prises démocratiquement.

G.M ■

Malville : savoir assurer ses bases

Certes le préfet Jannin avait bien fait les choses, mais il n'a pas agi seul. Le ministre de l'Intérieur et le président de la République ont été, nous dit-on, informés tout au long de la journée du 31 juillet. A Malville la décripation présidentielle versait tout droit dans la guerre civile et le préfet est de ceux qui se révèlent en ces sortes de circonstances. Jannin est responsable ; il doit être destitué et jugé pour l'emploi contre les manifestants d'armes de guerre (les grenades offensives qu'il faut interdire) qui ont tué V. Michalon. Mais le véritable procès est politique. C'est celui du pouvoir.

La stratégie de la tension pratiquée à Malville n'a pas été imposée par un préfet baroudeur à des politiques « décripateurs ». L'union des « bons français » suppose la « criminalisation » — comme disent les Italiens — des récalcitrants. Le Président accepterait bien l'alternance, à condition que la politique, par exemple énergétique, ne soit pas « alternée ». Le pouvoir s'est lancé dans la fuite en avant du « tout nucléaire » qui commence à soulever de très larges inquiétudes. De plus, beaucoup de pays industrialisés amorcent une réduction de leurs programmes nucléaires qui risque de laisser la France avec un nouveau Concorde sur les bras. Très rapidement l'idée d'une « pause » — comme en Allemagne — dans la mise en œuvre de l'implantation des centrales pourrait bien gagner de larges soutiens. Mitterrand fin politique, l'a bien senti, d'où sa proposition de référendum.

violence calculée

La politique « attrape-tout » a décidément de beaux jours devant elle et le PC — enlisé dans l'illusion nationaliste — vient certainement de laisser filer quelques nouvelles voix vers le PS. Dans ce contexte, l'élargissement du courant de contestation nucléaire risque de peser lourd dans la perspective de 78. Cette nouvelle opposition peut, en dernier recours — au second tour — favoriser l'élection de candidats de gauche qui se prononceraient pour la pause nucléaire. Le pouvoir sent bien le danger, d'où sa tentative de couper les racines populaires du mouvement anti-nucléaire en le « criminalisant » dans des affrontements à la violence calculée. Les manœuvres policières de Malville n'étaient que la poursuite de la politique de décripation par d'autres moyens.

Nous étions un certain nombre à bien voir l'enjeu. Divers mouvements écologiques, le MAN (voir son communiqué ci-joint) en particulier, voulaient comme nous éviter l'affrontement. Nous avons, dans le TS qui précédait le rassemblement de Malville, indiqué un plan possible de la police, les risques d'un dégageant au dernier moment de certaines zones, - piège où les manifestants iraient s'entasser. Rouge ricanait de ces prédictions et mises en garde d'« ours rusé » (voir TS n° 750). Mais aujourd'hui que reste-t-il de ces dénigrements systématiques ? Qui a eu tort et qui a raison ?



la provocation politico-policrière

Car la poursuite et l'élargissement du combat contre la mise en œuvre du programme nucléaire exige qu'un bilan soit tiré concernant la bonne conduite des manifestations de masse. A Malville, le piège était gros comme la psychologie du préfet. C'est ainsi qu'un quadrillage policier qui, le samedi, pouvait s'étendre jusqu'à 25 km du site (j'ai vu un barrage à 8 km de Bourgoin), laissait, le dimanche, les manifestants aux abords même de la centrale. L'intention était manifeste : la police qui savait que quelques groupes, certes très minoritaires, étaient venus là pour en découdre, pouvait attendre de pied ferme l'arrivée des manifestants.

« Pas de quartier ! » sera l'ordre lancé sur la radio interne de la police (écoute publiée par Libération). Immédiatement l'utilisation du tir tendu, des grenades offensives lancées par les mousquetons à longue portée (ce qui soit dit en passant détruit l'argument principal du Commandant de gendarmerie relatif aux circonstances de la mort de Michalon) viendront appuyer la démonstration.

La provocation politico-policrière est manifeste. Elle risque à l'avenir de se répéter, d'où la nécessité d'un bilan critique. On ne conduit pas une manifestation de 50 000 personnes dans un face à face sans issue

avec gendarmes et CRS. L'affrontement en ligne fait le jeu du pouvoir et le « sit-in » n'est pas praticable en ce genre de circonstances. De fait, c'est une vieille expérience, la force des manifestants réside dans leur mobilité; elle seule peut, bien organisée (c'est-à-dire prévue à l'avance), permettre de déjouer les guets-apens policiers.

Les militants du PSU respectent toujours la démocratie des comités unitaires de base, car là est la force du mouvement. Mais la cohérence de ceux-ci est par définition précaire et il leur est parfois difficile de fixer une ligne d'action ferme, là où elle serait pourtant le plus nécessaire. La naïveté des objectifs tactiques fixées à la manifestation de Malville par la « coordination des comités » témoigne de ces incertitudes.

après l'été anti- nucléaire...

Pourtant, Malville, par son ampleur, comporte aussi une toute autre leçon. Dès avant la manifestation, l'ensemble de la presse a dû se faire l'écho du débat sur le nucléaire, notamment à propos du choix des surrégénérateurs. En quelques jours, l'actualité politique a été repoussée au second plan par l'ouverture au grand public d'une confrontation sur l'atome civil et militaire. A l'aube d'une lutte électorale qui peut mettre en cause les équilibres du régime, l'affaire est de toute première importance. L'opposition anti-nucléaire peut, dans les mois qui viennent, exploiter ce succès et élargir la brèche. Mais à condition de savoir assurer ses bases.

L'heure n'est pas au repli sur soi, ni à la fuite en avant dans les actions minorisantes. Un puissant mouvement doit maintenant se développer pour le *moratoire nucléaire et le refus de l'arme atomique* (française... ou atlantique). Des objectifs plus limités peuvent être mis en avant et notamment : l'arrêt de tout nouvel investissement pour les installations nucléaires industrielles; l'abandon de la filière des surrégénérateurs (dont Creys-Malville). A partir de ceux-ci des actions à bases politiques larges devraient pouvoir être engagées.

Car en dépit des manœuvres, « l'été anti-nucléaire » a tenu ses promesses et la situation politique de la rentrée en sera largement modifiée.

Serge DEPAQUIT ■

le communiqué du MAN

Le MAN, mouvement pour une alternative non-violente, soutenant la lutte contre Super-Phénix, et ayant appelé au rassemblement des 30 et 31 juillet, tient à apporter les précisions suivantes :

Le MAN déplore le caractère dramatique de la journée du 31 juillet, conséquence d'une véritable stratégie de « guerre civile » adoptée par le pouvoir et mise en œuvre par le préfet Jannin avec une rigueur particulière.

Il dénonce la présence de quelques provocateurs d'extrême-droite qui ont tout fait pour que la manifestation dégénère. De même, il regrette qu'une minorité de manifestants révoltés n'aient pas su contenir leur violence, malgré le caractère ouvertement pacifique que s'était donné le rassemblement.

Cependant, les affrontements qui se sont produits sur la colline de Faverges ne doivent pas faire oublier les problèmes de fond posés par Super-Phénix, clé de voûte du programme électro-nucléaire français. En ce sens, les dispositifs policier et militaire déployés préfigurent le visage de la société nucléaire qu'on nous prépare.

Il faut souligner que, malgré la pluie et les bruits alarmistes, les marches ont été massives et populaires. Cette manifestation doit donc peser lourd dans le débat politique qui va nécessairement se développer sur la question nucléaire.

Une fois de plus, le MAN constate qu'il ne suffit pas de déclarer qu'une manifestation sera pacifique ou non-violente pour qu'elle le soit dans les faits. La non-violence ne s'improvise pas : elle nécessite une certaine organisation. Pour sa part, le MAN se félicite que la marche de Montalieu, à l'organisation de laquelle il a participé avec le PSU et le MERA, se soit déroulée sans aucun incident.

Pour l'avenir de la lutte contre Super-Phénix, il importe que les populations locales gardent l'initiative des actions, et que le mouvement de désobéissance civile (15% EDF notamment) s'organise et se développe dans tout le pays. Seules des actions de masse n'excluant pas le soutien des organisations politiques et syndicales pourront créer un rapport de force contre EDF et l'Etat. ■